

Comment sommes nous gouvernés !

Posté le : 1 avril 2011 19:32 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Humeur

Comment sommes nous gouvernés !

Depuis 2007 nous nous interrogeons sur la réalité du concept de rupture cher Nicolas Sarkozy. Dès la campagne électorale d'alors nous avons posé la question "vraie ou fausse rupture" ? Les Français aspiraient à une vraie rupture. Une rupture franche. Une rupture définitive. Mais avec quoi ?

Les années suivantes ont assez bien montré l'ambiguïté du concept.

Les Français ont vu que le moloch politico-administratif vivait sa vie dans l'indifférence presque complète de leurs aspirations et dans une irréalité dangereuse.

Produire chaque année un budget hypocrite en hausse massive mais déguisée (la procédure budgétaire est totalement mensongère) et dont à peine plus de la moitié est financée par l'impôt est du charlatanisme pur et simple. Et cela fait presque quarante ans que cela dure.

Constater que malgré ces dépenses ahurissantes qui nous mettent maintenant en tête du monde développé sur ce critère, tous les ministères importants sont en déshérence est un véritable supplice civique.

L'éducation nationale publique est en train de devenir un égout que fuient tous ceux qui le peuvent et en particulier la progéniture de nos ministres. Que les sept lycées en tête du classement des meilleurs établissements soient privés est tout de même un signe et un symbole qui gifle tous ceux qui ont connu la situation telle qu'elle était ne serait-ce que dans les années 50 ou 60.

La justice est effondrée depuis longtemps. Mais on atteint maintenant des niveaux dans l'abaissement qui sont tels que le redressement paraît presque impossible. Que l'on ait décidé d'exonérer de toute peine de prison effective les condamnés à moins de deux ans de ...prison est plus qu'un signe. Surtout pour ceux qui se rappellent que lorsqu'on volait une bouteille de lait consignée à 5 Francs (anciens) on faisait 15 jours de prison ferme avec en prime un joli tabassage par les citoyens énervés et les policiers habitués.

L'armée tient avec des bouts de ficelles.

La police désorganisée par les 35 heures et débordée par la délinquance se délite. L'hôpital public commence à s'enfoncer.

Ne parlons pas de notre diplomatie et de la place de la France et du français dans le monde !

On a dit aux Français : l'Europe ! L'Europe ! L'Europe ! Ils ont dit d'accord mais on veut des résultats positifs. Ils ont eu l'Euro et une stagnation économique de longue durée, d'abord pour réunir les conditions du passage à l'Euro, ensuite pour défendre l'Euro dans une Europe totalement désorganisée et tirant à hue et à dia alors que le monde lui avait opté pour les changes flottants. Ils ont vu tout le système de tarif extérieur commun démantelé. L'Europe n'a pas seulement été libérale. Elle a souhaité en finir avec les actions de politique industrielle des états. L'Europe a cédé sur tout

dans les négociations internationales. On a fait entrer en son sein des pays sous développés connaissant de graves difficultés ethniques et sociales. Et on a ouvert l'espace à tous les mouvements de population, presque sans entraves.

Les Français ont fini par se rebiffer. Ils ont voté non à un référendum crucial sur la Constitution européenne. On leur a refourgué la marchandise sous forme d'un traité de Lisbonne dont ils n'ont pas eu à connaître.

De partout des mesures "politiquement correctes" sont venues corseter leurs libertés. Toujours au nom des meilleures intentions mais avec des effets pervers évidents.

Les Français sont devenus des citoyens traqués et sommés d'être des héros ordinaires ou des saints, comme on voudra.

L'énormité des flux migratoires, cachés et avec interdiction formelle d'en détailler la nature et les composantes, a fini par tellement transformer leur cadre de vie qu'ils se demandent même s'ils sont encore en France. Et le système ne cesse de leur répéter que se poser ce genre de question est mal et de leur imposer des mesures qui les indisposent. Il faut accepter avec le sourire les Roms et leurs pratiques. Il faut financer des mosquées. Il faut accepter des minarets.

Des syndicats mafieux ruinent encore et toujours des parties entières de notre économies. Il ne faut surtout rien faire. Le spectacle honteux du port de Marseille en particulier et de l'ensemble des ports français en général est laissée à la délectation citoyenne des Français écœurés.

Alors nous voyons des élections où à peine un électeur sur deux se déplace. Pour voter protestataire.

Alors on voit une réaction médiatique que traduisent des journalistes comme Eric Zemmour et quelques autres. Le leitmotiv ? Arrêtons de céder ! Arrêtons le politiquement correct ! Défendons nous ! Laissons la réalité guider nos politiques !

Jamais les effluves frelatées de l'énarchie compassionnelle n'ont été plus critiquées et même plus vomies. Des dirigeants qui sont implacables dans le contrôle des citoyens (il ne faut plus fumer, plus dépasser des limites de vitesse, plus mettre de voile, plus boire ni d'alcools ni de sodas sucrés, bien payer ses impôts et en disant merci avec componction etc.) ont vu leur pouvoir dépecés par l'Europe et par les collectivités locales.

Les oukases européens descendent sur les pays sans que personne ne sache quand ils ont été pris. Et sans que les citoyens n'en ait jamais débattu.

Les roitelets locaux n'en font qu'à leur tête et gaspillent à qui mieux mieux dans une ambiance clientéliste tellement minable que le dégoût vient immédiatement dès qu'on s'y penche.

L'Europe sait qu'elle est désormais en ligne de mire de la désespérance des européens. Elle fait faire de coûteuses enquêtes pour mesurer l'ampleur de ce désamour. Le gouvernement sait qu'il est en ligne de mire des citoyens français. Il n'a pas de besoin de faire des enquêtes pour le savoir : les élections suffisent.

Et que constate-t-on ?

Mme Ashton, paraît-il, ministre des affaires étrangères de l'Union, propose de supprimer tout droit de douane avec le Maghreb. Pour favoriser les délocalisations d'entreprises européennes dans ces

pays. Sans doute pour éviter qu'à Lampedusa ...

On apprend que les députés européens sont souvent des lobbyistes ou qu'ils acceptent assez régulièrement d'être stipendiés par des lobbyistes.

On est averti une nouvelle fois que les comités d'entreprise de nos grands groupes nationalisés ou ex nationalisés sont entièrement maquereautés et servent de façon honteuse des mafias syndicales sans scrupules.

Mme Lagarde, censément ministre des finances nous annonce avec componction qu'elle n'interdira pas encore l'emploi des chèques ! Comme elle est gentille et énergique ! Quel est le citoyen qui a demandé la suppression des chèques ? Aucun assurément. Mais voilà que le groupement pétainiste des banques françaises (la FFB) veut supprimer le chèque, le dernier moyen de paiement non taxé. Il a déjà réussi à faire qu'on ne puisse plus vider ses comptes en liquide (il faut faire un virement à une autre compte). Il ne veut plus du risque que fait courir les ruschs vers la liquidité lors des crises de confiance. Ils souhaitent que les français paient par carte de crédit (payante) ou par virement (payant). Et que fait la Ministre ? Elle donne un rapport à rédiger à l'ancien président de la ...FFB. Qui exige la suppression du chèque puisqu'on veut conserver sa gratuité ! A force de rapports la mesure tombera comme un fruit mûr en dû temps.

Mme Bachelot Narquin elle se lance à la demande de trois associations et de deux comités, dans la pénalisation du recours à des prostituées. Le plus vieux métier du monde n'a qu'à bien se tenir. Les prostituées sont des victimes. La marchandisation du corps des femmes est un scandale. Pénalisons. Encore et toujours. La réalité et la nature humaine n'ont qu'à s'aligner sur le politiquement correct féministe. On se souvient des exploits de type soviétique de la dame lors de l'affaire des vaccins contre la grippe porcine "tueuse".

On apprend que la taxe sur les bureaux à Paris qui avait subrepticement augmenté de 44% en 2010 devrait encore augmenter de 58%. Pour financer le grand Paris. 100% de hausse, comme les 100% de hausse de la taxe foncière du foldingue Delanoë. Pourquoi se gêner. Il n'y a pas de crise, n'est-ce pas ?

La machine contre laquelle la révolte gronde continue à fonctionner sans varier d'un pouce. L'Europe passoire agrandit les trous de la passoire et accentue le dessaisissement des citoyens absolument sans vergogne. Tout en exigeant des impôts spécifiques qui s'ajouteront naturellement aux autres.

On nous chante des airs de victoires parce que notre déficit public n'atteindrait que 7,5% du PIB au lieu de 8. Amère victoire. Et on se flatte d'atteindre 7% en 2011.

Les Ministres complètement coupés des réalités et incapables d'entendre les bruits de bottes électoraux continuent à servir les lobbies et à menacer les citoyens de mesures d'empêchement.

Et nous n'avons fait ici que reprendre des informations d'un seul jour entendus à la radio ou lues dans le journal.

Pendant ce temps là les déficits publics sont au plus haut ; le chômage est massif ; la désespérance touche toutes les classes sociales. Sauf les très riches qui commencent à repartir quand ils ne sont pas déjà expatriés.

Il n'y a eu aucune rupture.

La France marche sur la tête.

Tout le monde le dit ou en convient. La Président dont les zigzags et les attitudes de Matamor ont fini par indisposer est tellement bas dans l'opinion qu'on commence à juger que "la page Sarkozy est tournée", comme le dit justement Hollande, un énarque compassionnel comme on en connaît peu et roi du politiquement correct... une vraie alternative !

Certains disent qu'ils attendent Godot. Alors qu'on sait que DSK a commis les pires erreurs et que sur un plan éthique, il y a plus qu'à redire.

En un mot, il n'y a pas eu de rupture. Il n'y en aura pas. La situation est lamentable.

Nous ne sommes plus gouvernés. Mais notre vie est régentée au millimètre.

Et ce qui nous attend est parfaitement glauque.

Comment sortir de cette spirale mortifère ?

Sylvain Dieudionné